

Les États-Unis et Israël intensifient les tensions au Moyen-Orient à la suite de l'assassinat de Soleimani

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 13 janvier 2020

[wsws.org](#) 11 janvier 2020

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#), [IRAK](#), [L'IRAN](#)

Une semaine après l'assassinat par un drone américain du général iranien Qassem Soleimani à l'aéroport international de Bagdad, une série d'actions des États-Unis et de son principal allié régional, Israël, ont intensifié la marche vers une guerre totale dans toute la région.

Jeudi, il a été signalé qu'une frappe de drones américains avait tué ou blessé plus de 60 civils dans la province occidentale de Herat, en Afghanistan, près de la frontière avec l'Iran. Wakil Ahmad Karkhi, membre du conseil provincial de Herat, a confirmé les pertes massives à TOLO news, affirmant que les civils ont été tués et mutilés dans une tentative américaine d'éliminer le chef d'un groupe s'étant séparé des Talibans, connue sous le nom de Mullah Nangyalay.

Le Pentagone a fait un usage de plus en plus aveugle des frappes aériennes dans le but de repousser les Talibans, qui contrôlent les plus grandes régions du pays depuis que le régime qu'il dirigeait fut renversé par l'invasion américaine il y a plus de 18 ans. Les frappes américaines ont tué 579 civils au cours des 10 premiers mois de l'année dernière, un tiers de plus qu'en 2018.



Le secrétaire d'État Mike Pompeo, à gauche, et le secrétaire au Trésor, Steve Mnuchin, informent les journalistes sur les sanctions supplémentaires imposées à l'Iran, à la Maison Blanche, vendredi 10 janvier 2020, à Washington. [source: AP Photo / Evan Vucci]

Entre temps, des avions militaires israéliens ont frappé des cibles à la frontière syro-irakienne tôt vendredi matin, tuant huit membres des Forces de mobilisation populaire irakiennes, la coalition de milices majoritairement chiites considérée comme faisant partie des forces armées irakiennes.

La frappe aérienne a eu lieu près du poste frontière d'Albu Kamal-Qaim entre la Syrie et l'Irak, la même zone qui a été touchée par des avions de combat F-15E américains le 29 décembre, entraînant la mort de 25 membres de la milice irakienne du Kez'ib Hezbollah et la blessure de plus de 50 autres. Ces bombardements, menés sous le prétexte de représailles pour une attaque au missile qui a coûté la vie à un entrepreneur militaire américain, ont provoqué une colère des protestations qui ont brisé les murs de sécurité de l'ambassade américaine à Bagdad le 31 décembre.

Trois jours plus tard, la frappe de drones américains a tué Soleimani, considéré comme le deuxième personnage le plus important de l'État iranien, ainsi que le commandant en chef des Forces de mobilisation populaire, Abu Mahdi al-Muhandis, et huit autres Iraniens et Irakiens. Cet assassinat équivalait à un acte de guerre contre l'Iran et à un crime de guerre, punissables en vertu du droit américain et international.

Vendredi a également vu Washington déployer un nouveau cycle de sanctions contre l'Iran, aggravant encore le blocus économique de la «pression maximale», ce qui équivaut à un état de guerre, qui a été imposé depuis que le gouvernement Trump a abrogé unilatéralement l'accord nucléaire de 2015 entre Téhéran et les puissances principales en mai 2018.

A l'annonce des sanctions lors d'un briefing à la Maison Blanche, le secrétaire d'État Mike Pompeo et le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin ont affirmé que les nouvelles mesures étaient imposées en représailles aux attaques de missiles iraniens de mardi contre deux bases américaines en Irak, qui n'ont fait aucune victime et n'ont fait que peu de dégâts.

«Les États-Unis ciblent de hauts responsables iraniens pour leur implication et leur complicité dans les frappes de missiles balistiques de mardi», a déclaré Mnuchin. «Ces sanctions se poursuivront jusqu'à ce que le régime cesse de financer le terrorisme mondial et s'engage à ne jamais posséder d'armes nucléaires.»

Comme les événements récents l'ont à nouveau démontré, l'impérialisme américain est le principal pourvoyeur de terrorisme au Moyen-Orient. En ce qui concerne les armes nucléaires, le gouvernement de Téhéran a à plusieurs reprises renoncé à leur acquisition, tandis qu'un régime d'inspection rigoureux imposé en vertu de l'accord de 2015 a systématiquement démontré sa conformité à l'accord, connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA), accord qui a été dénoncé par la Maison Blanche de Trump.

En réponse à l'agression américaine et au refus des signataires européens de l'accord nucléaire de contester la campagne de sanctions économiques américaine, Téhéran a pris une série de mesures réduisant son respect des restrictions imposées à son programme nucléaire. À la suite de l'assassinat de Suleimani, le gouvernement iranien a annoncé qu'il n'observerait plus de restrictions sur la capacité de ses opérations nucléaires ou leur niveau d'enrichissement d'uranium.

Les nouvelles sanctions visent les secteurs de la construction, de la fabrication, des textiles et des mines de l'économie iranienne, ainsi que plusieurs responsables iraniens. Fait

significatif, Pamchel, une entreprise chinoise qui importe de l'acier iranien, figure parmi ceux qui sont visés par des sanctions de deuxième rang.

Dans une autre indication des objectifs agressifs de l'impérialisme américain dans la région, le Département d'État a rejeté sommairement vendredi un appel du Premier ministre irakien Adel Abdul Mahdi à Washington d'envoyer une délégation à Téhéran pour discuter du retrait des troupes américaines du pays. En réponse à l'assassinat de Suleimani et al-Muhandis, le parlement irakien a approuvé le 5 janvier une résolution appelant le gouvernement à expulser toutes les forces étrangères.

Dans une première lecture d'une conversation téléphonique de jeudi soir entre Pompeo et Mahdi, le Département d'État n'a fait aucune mention de la demande du Premier ministre irakien, déclarant uniquement que le secrétaire d'État américain avait assuré que Washington «ferait tout ce qu'il faut pour protéger le peuple américain et irakien et défendre nos intérêts collectifs.»

Le bureau de Mahdi a cependant publié un communiqué affirmant qu'il avait accusé Washington d'avoir violé la souveraineté irakienne en faisant entrer des troupes dans le pays et en effectuant des opérations de drones sans l'autorisation du gouvernement. Il avait demandé à Pompeo «d'envoyer des représentants pour mettre en place un mécanisme de mise en œuvre de la résolution du Parlement irakien pour un retrait sûr des troupes [étrangères] d'Irak.»

Mahdi a déclaré publiquement qu'il avait reçu un préavis d'une demi-heure avant que les missiles américains ne frappent les miliciens à la frontière irako-syrienne, menés à bien malgré son opposition. Il a également déclaré qu'il devait rencontrer Soleimani le matin même de son assassinat.

Une fois que la version de Mahdi de la conversation s'est ébruitée, le Département d'État a répondu par un rejet catégorique de l'idée que l'Irak aurait son mot à dire quant au retrait ou à la présence continue des troupes américaines. Le communiqué a déclaré: «Notre présence militaire en Irak doit poursuivre la lutte contre l'État islamique [...] A ce moment, toute délégation envoyée en Irak serait consacrée à discuter de la meilleure façon de réengager notre partenariat stratégique – pas de discuter du retrait des troupes, mais notre posture de force appropriée au Moyen-Orient.»

Cette «posture de force» a considérablement augmenté ces dernières semaines, avec 750 troupes supplémentaires envoyées à Bagdad pour garder l'ambassade américaine et 4000 autres parachutistes déployés au Koweït voisin en tant que force d'intervention rapide.

La déclaration a ensuite proclamé la nécessité d'une «conversation» sur «notre partenariat financier, économique et diplomatique» et déclaré le désir de Washington d'être «un ami et partenaire d'un Irak souverain, prospère et stable.»

La référence à un «Irak souverain» est risible dans des conditions où les États-Unis insistent sur leur «droit» d'occuper militairement le pays contre la décision expresse de son gouvernement. Quant à «prospère et stable», le pays est encore sous le choc de la dévastation provoquée par huit ans de guerre américaine qui a coûté la vie à plus d'un million de personnes et démolit les infrastructures irakiennes.

Le pays a été secoué depuis début octobre par des manifestations massives de travailleurs

et de jeunes irakiens contre les inégalités sociales, le chômage, la défaillance des services publics essentiels et la corruption du régime politique issu de l'occupation américaine.

Alors que l'assassinat de Suleimani a fait reculer ces manifestations alors que des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour protester contre le crime de guerre américain, elles ont de nouveau pris place vendredi à Bagdad et dans les villes du sud de Bassora, Najaf et Karbala. Les manifestants ont scandé des slogans contre l'élite dirigeante irakienne, ainsi que contre les États-Unis et l'Iran, exigeant que le pays ne soit pas transformé en «terrain de préparation» pour une nouvelle guerre.

Plusieurs milices irakiennes ont appelé à des représailles contre les forces américaines dans le pays pour le meurtre de Suleimani et al-Muhandis, et deux roquettes katyusha ont été tirées mercredi sur la Zone verte, le quartier fortifié où se trouve l'ambassade américaine. Les forces américaines dans le pays, chiffrées par le Pentagone au nombre de 5200, mais sans aucun doute renforcées par des milliers de mercenaires des entreprises privées et des roulements de troupes incessants en Irak, ont interrompu leur formation des forces de sécurité irakiennes par crainte d'attaques «de leur propre camp» et se concentrent entièrement sur leur propre sécurité.

Si Washington impose une occupation continue contre la décision du gouvernement irakien, le régime déjà instable de Bagdad sera encore affaibli, tandis que des milices telles que l'armée Mahdi de Muqtada al-Sadr reprendront probablement leurs opérations, déclenchant une nouvelle guerre américano-irakienne.

Entre-temps, les responsables du gouvernement se contredisent en prétendant sans aucune preuve que l'assassinat de Soleimani avait été perpétré face à une menace d'attaque «imminente», le *Washington Post* a rapporté vendredi que les forces de sécurité américaines avaient tenté le même jour d'assassiner au Yémen un autre commandant de haut rang de la Force Qods du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique d'Iran.

Selon des responsables américains qui ont parlé au *Post*, les États-Unis ont lancé une frappe contre Adel Reza Shahlai, qui était chargé d'organiser l'aide limitée que l'Iran a fournie aux rebelles houthis luttant contre l'assaut dirigé par l'Arabie saoudite contre leur pays qui a tué près de 100.000 personnes et laissé plus de 8 millions au bord de la famine. Les États-Unis ont fourni les armes et le soutien logistique nécessaires à ce massacre.

Comme l'a rapporté le *Post*, l'opération américaine infructueuse au Yémen a soulevé «des questions quant à savoir si l'assassinat de Soleimani la semaine dernière» faisait partie d'une «opération plus large que celle expliquée précédemment, soulevant des questions quant à savoir si la mission était destinée à paralyser la direction du corps de la Garde révolutionnaire islamique ou uniquement pour empêcher une attaque imminente contre les Américains, comme indiqué au début.»

Le reportage cite un haut responsable américain anonyme, déclarant: «Si nous l'avions tué, nous nous en serions vantés le soir même.»

Tous les événements survenus depuis le discours de Trump à la Maison Blanche mercredi ont démenti les affirmations des médias selon lesquelles le gouvernement américain cherche à «désamorcer» ou à «sortir» de l'affrontement militaire. Les provocations militaires américaines se poursuivent sans relâche, et les préparatifs à une guerre totale contre l'Iran, menaçant d'engloutir tout le Moyen-Orient et la planète entière, ne font que s'intensifier.

Article paru en anglais, WSWWS, le 11 janvier 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Bill Van Auken](http://wsws.org), wsws.org, 2020

Articles Par : [Bill Van Auken](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca